

Etude *Harris Interactive* pour *Suez Environnement*

1. *France ;*
2. *Allemagne ;*
3. *Royaume-Uni ;*
4. *Espagne ;*
5. *Italie ;*
6. *Suède ;*
7. *Pays-Bas ;*
8. *Etats-Unis ;*
9. *Chine.*

Dans chaque pays, la représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de revenus et région d'habitation. Pour les chiffres « Europe », chaque pays a été mis à son poids réel dans l'échantillon global européen.

* * * * *

1

La première vague de ce baromètre, menée dans neuf pays, avait vocation à **identifier si les habitants des différents pays interrogés appréhendaient de la même manière l'enjeu des ressources** : le caractère durable ou non du modèle actuel, l'optimisme ou le pessimisme à l'encontre de la gestion des ressources à l'avenir, l'adhésion à diverses solutions présentées, la confiance exprimée envers différents acteurs, la volonté de soi-même agir pour préserver les ressources.... Alors que se tiendra à la fin de l'année 2015 la COP21 à Paris, le caractère multi-pays de cette étude, intégrant sept pays européens, la Chine et les Etats-Unis, devait permettre de **mettre au jour les convergences et les divergences d'opinion persistantes entre les différents pays et au sein même de chaque pays**, notamment entre générations. En outre, le caractère barométrique de cette étude permettra dès la prochaine interrogation de déterminer si les jalons identifiés lors de cette première vague évolueront à l'avenir.

Que retenir de cette enquête ?

- **Un consensus relatif dans les différents pays interrogés** : L'enquête a été menée dans neuf pays présentant des niveaux de développement et de vie différents et n'ayant pas tous sur leur sol les mêmes ressources. En dépit de ces différences, on relève **une forme de convergence des réponses**, bien que l'intensité des opinions exprimées puisse varier d'un pays à l'autre. Les Européens apparaissent ainsi un peu plus sensibilisés aux menaces pesant sur les ressources que les Chinois ou les Américains, mais un peu moins optimistes sur l'avenir de la gestion des ressources.
- **L'eau, ressource primordiale aux yeux de tous** : L'eau, puis le pétrole et le gaz constituent les ressources qui viennent le plus spontanément à l'esprit des répondants dans l'ensemble des pays.
- **Un modèle de gestion des ressources qui doit évoluer rapidement** : Les ressources naturelles de la planète sont perçues comme menacées : en effet, aux yeux d'une grande majorité des répondants, et quel que soit leur pays d'habitation, **le modèle actuel de gestion des ressources ne peut perdurer tel quel et doit évoluer de manière urgente**. Les Européens sont particulièrement nombreux à établir ce constat, et parmi eux, les Français, les Allemands et les Italiens apparaissent comme les plus sensibilisés à cet enjeu.
- **Des constats partagés sur l'état des ressources** : Si ces réponses convergent, cela est sans doute dû au fait que les répondants partagent les constats de ressources insuffisantes, inégalement réparties dans le monde, à l'origine de conflits d'usage et exploitées trop intensivement. Et si tous n'éprouvent pas le même sentiment quant à la capacité de leur pays à être auto-suffisant en matière de ressources, ils s'accordent à

considérer que **l'enjeu des ressources est de plus en plus mondialisé** et qu'il est nécessaire d'établir une meilleure gestion des ressources à une temporalité courte.

- **Une préoccupation croissante mais plus en Europe qu'en Chine et aux Etats-Unis : La préoccupation à l'égard de l'enjeu des ressources est d'ailleurs jugée croissante**, mais davantage à l'échelle du monde que des territoires locaux, et **plus en Europe qu'en Chine ou aux Etats-Unis**. Si ce sujet est adressé, les répondants donnent le sentiment que la prise de conscience à l'échelle mondiale peine à se concrétiser dans les territoires.
- **Un optimisme mesuré sur la capacité à trouver des solutions pour mieux gérer les ressources** : 66% des Américains, 61% des Chinois et 46% des Européens affichent leur optimisme sur la capacité à trouver des solutions pour mieux gérer les ressources. Relevons que **ce sont les populations déclarant le plus qu'il faut faire évoluer en profondeur la manière de gérer les ressources qui se montrent le moins optimistes** sur la capacité à trouver des solutions en ce sens.
- **Des solutions proposées jugées efficaces, instaurant une économie moins linéaire et plus circulaire** : recyclage, développement de produits économes, lutte contre l'obsolescence programmée, recherche de ressources alternatives, optimisation des techniques de dessalement de l'eau de mer, techniques permettant de mieux maîtriser sa consommation de ressources. Autant de **solutions jugées efficaces par une majorité des répondants**. Même la mise en œuvre d'une fiscalité écologique, si elle suscite moins l'enthousiasme, est majoritairement jugée efficace. Notons qu'on n'observe guère de corrélation entre le fait de se montrer optimiste pour l'avenir de la gestion des ressources et le fait de juger les différentes solutions avancées plus efficaces que la moyenne : bien que plus optimistes de manière générale sur la possibilité de trouver des solutions pour mieux gérer les ressources, les habitants des pays Anglo-Saxons et des pays nordiques ne s'avèrent pas les plus convaincus par les différentes solutions testées.
- **Une multiplicité des acteurs ayant un rôle important à jouer mais ne suscitant pas toujours la confiance** : **Les Gouvernements et les entreprises grandes et moyennes sont particulièrement perçus comme ayant un rôle important à jouer**, même si les autres acteurs se voient également imputés un rôle non négligeable : organismes internationaux, collectivités locales, particuliers, associations... Mais le déficit de confiance envers les Gouvernements, en dehors de la Chine, et en grande partie envers les grandes et moyennes entreprises pourrait constituer un frein à ce mouvement.

- **Des individus volontaires, prêts à faire de multiples efforts, particulièrement en Europe, mais pouvant être freinés par le contexte économique :** Les particuliers affichent une bonne volonté et déclarent majoritairement faire attention à leur consommation de ressources (83% en Europe, 71% aux Etats-Unis et 70% en Chine), mais le contexte économique influe nécessairement sur les investissements qu'ils sont prêts à consentir en ce sens. Trier ses déchets et privilégier les matériaux recyclés sont ainsi mieux acceptés que le fait d'investir personnellement dans la recherche ou d'accepter une tarification différente des ressources pour les usages de confort, même si ces idées sont également bien accueillies dans les populations.

Partie 1 : Perceptions et constat sur l'état des ressources

L'eau, le pétrole et le gaz en tête des ressources venant spontanément à l'esprit des répondants

Invités dans un premier temps à indiquer les ressources leur venant spontanément à l'esprit, **les habitants de tous les pays citent de manière assez importante l'eau, puis le pétrole et le gaz.** On observe ensuite des différences liées sans doute aux ressources propres de chacun des pays, mais celles-ci sont minimales : ainsi, les Allemands et les Britanniques vont davantage citer le charbon, les Américains et les Suédois le bois ou les arbres, tandis que les Espagnols mettent plus en avant les minéraux et les Italiens les ressources renouvelables que sont le vent et le soleil. Le vent est également fréquemment cité par les Néerlandais, dans un territoire où les éoliennes sont nombreuses.



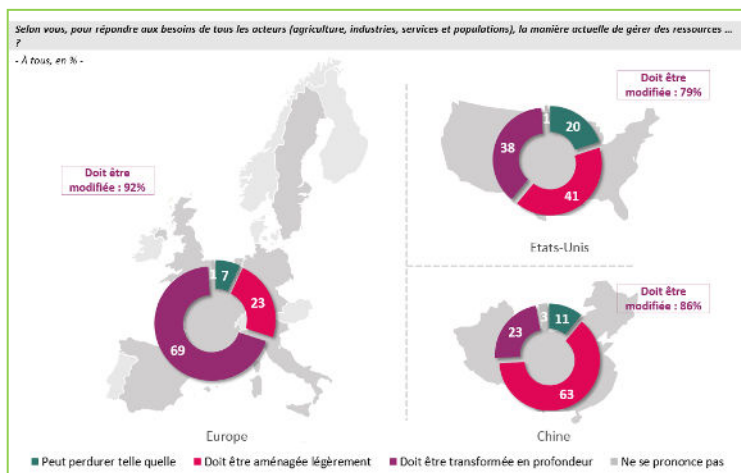
(Nuage de mots France)

Aux yeux d'une grande majorité des répondants, et quel que soit leur pays d'habitation, le modèle actuel de gestion des ressources ne peut perdurer tel quel et doit évoluer de manière urgente

Les habitants des neuf pays interrogés se rejoignent pour affirmer que **la manière actuelle de gérer les ressources doit être modifiée, et ce de manière plutôt urgente.** Même si tous n'établissent pas l'impératif de changement au même niveau ou ne lui imputent pas exactement le même degré d'urgence. Ainsi, le niveau de prise de conscience sur l'état des ressources semble différer d'un pays à l'autre, sans doute au regard des ressources disponibles sur le territoire, mais aussi en fonction de l'état du débat politique et social sur ce sujet ou encore des actions d'ores et déjà entreprises dans le pays.

Les répondants des sept pays européens sondés sont les plus nombreux à considérer que le modèle de gestion des ressources doit être transformé en profondeur : 69% expriment cette opinion, quand 23% parlent d'un aménagement, seuls 7% considérant que la situation peut perdurer telle quelle. Toutefois, ces chiffres généraux cachent des disparités assez marquées entre les pays d'interrogation : Allemagne (80%), Italie (80%) et France (77%) figurent parmi les pays européens où la nécessité d'un changement profond est la plus établie, tandis qu'au Royaume-Uni (48%), aux Pays-Bas (48%) ou encore en Suède (52%), ce sentiment est majoritaire mais un peu moins répandu, concurrencé davantage par l'idée qu'un léger aménagement pourrait suffire. De même, un

relatif consensus existe en Europe¹ sur l'urgence de faire évoluer ce modèle : ainsi, 93% des Européens interrogés estiment qu'il est urgent de changer la manière actuelle de gérer les ressources, 47% considérant même cela comme « très urgent ». Là encore, l'intensité des réponses diffère d'un pays à l'autre (de 32% de « tout à fait urgent » pour les Britanniques à 57% pour les Allemands en passant par 41% en Espagne) mais le



constat est largement partagé. Au regard de ces tendances fortes, les différences notées entre générations ou catégories sociales apparaissent relativement faibles.

En Chine, le sentiment dominant est que le modèle doit être aménagé légèrement : près de 2/3 des répondants chinois optent pour cette réponse médiane : 63% pour 23% déclarant que le

modèle doit « être transformé en profondeur » et 11% « ne pas être changé ». Et **ils associent également un moindre degré d'urgence à ce changement** (71% « plutôt urgent » versus 25% « très urgent ») bien que la quasi-totalité s'accorde sur la rapidité avec laquelle il est nécessaire de changer ce modèle. Les Chinois parents d'enfant(s) sont plus susceptibles que la moyenne de considérer que le changement doit être majeur (27%).

C'est aux Etats-Unis que les avis sont les plus partagés : si 41% penchent pour un léger aménagement de la manière actuelle de gérer les ressources, 38% estiment que le changement doit se faire en profondeur alors que 20% considèrent au contraire que la situation peut perdurer telle quelle. La société américaine semble donc être la plus divisée sur ce sujet de l'état des ressources. **22% considèrent d'ailleurs qu'il n'est pas urgent d'agir sur ce sujet, contre 49% jugeant cela plutôt urgent et 29% très urgent.** Relevons que les plus susceptibles de penser que le modèle actuel de gestion peut être conservé ainsi sont les jeunes américains de 25 à 34 ans (32%) et ceux bénéficiant des revenus les plus élevés (25%), alors que les personnes âgées de 50 à 64 ans éprouvent davantage le besoin d'un changement profond (43%).

A l'aune d'une nouvelle conférence des Nations unies sur les changements climatiques, les neuf populations interrogées expriment donc **leur souhait de voir la manière de gérer les ressources repensée**. En ayant récemment affirmé leur volonté de participer activement au processus de réduction des émissions de gaz à effet de serre, des pays comme les Etats-Unis et la Chine semblent exprimer l'importance d'une telle politique

¹ Par souci de simplification, les termes « Europe » et « Européens » renverront dans cette note aux sept pays européens de ce sondage et à leurs habitants.

internationale et font espérer la signature d'un accord historique. Les opinions publiques de ces deux pays figurent encore un peu en retrait des Européens sur le sentiment d'urgence et de radicalité du changement, mais ces opinions apparaissent toutefois largement majoritaires dans l'ensemble des pays.

Une préoccupation à l'égard des ressources jugée croissante, mais davantage à l'échelle du monde que des territoires locaux, et plus en Europe qu'en Chine ou aux Etats-Unis

La prise de conscience que semblent afficher les différents peuples interrogés se conjugue avec **le sentiment que cette problématique des ressources est de plus en plus adressée de manière générale depuis quelques années par les pouvoirs publics et les sociétés**. Alors qu'une étude récente de la Nasa a affirmé que l'ère industrielle pourrait provoquer sa propre perte en raison d'une surexploitation des ressources naturelles et d'une répartition inégalitaire des richesses, les populations semblent avoir intégré cette préoccupation croissante. Toutefois, en fonction notamment du degré de développement et de la situation économique de chaque pays, le degré de préoccupation peut différer. En effet, les habitants des différents pays dressent des tableaux assez contrastés. La tendance semble se dessiner vers une prise de conscience de plus en plus forte mais le mouvement n'est pas homogène, et surtout **le sentiment de préoccupation semble se diluer plus la focale se rapproche des individus**. Tout se passe comme si la prise de conscience mondiale peinait à s'incarner dans les pays et surtout dans les territoires.

En Europe, les répondants affirment majoritairement que la préoccupation à l'égard de l'état des ressources est croissante à l'échelle mondiale (74%), à l'échelle de leur pays (64%) et enfin, dans une moindre mesure, de leur région, là où ils habitent (52%). De nouveau, les Britanniques et les Néerlandais sont plutôt en retrait sur cette question tandis que les Italiens, les Français et les Allemands sont davantage susceptibles de faire part d'une inquiétude croissante. Ainsi, à l'échelle nationale, 75% des Italiens, 72% des Français et 68% des Allemands indiquent percevoir une préoccupation plus importante qu'il y a quelques années alors que ce n'est le cas que de 44% des Britanniques et 42% des Néerlandais, les Espagnols et les Suédois occupant une position intermédiaire. Le couple franco-allemand, qui a œuvré pour installer sur le devant de la scène « la transition énergétique » ou « Energiewende », abrite donc des opinions publiques qui ont davantage le sentiment que leur pays se préoccupe de la question des ressources, sans que les autres pays n'affichent un désintérêt sur ce sujet. Quant à l'Italie, rappelons qu'elle est très dépendante des énergies fossiles et constitue le plus grand

importateur d'électricité d'Europe, ce qui peut expliquer ce sentiment fort de préoccupation. Dans le détail, et de manière assez transversale dans les différents pays, notons que **les personnes âgées européennes sont plus susceptibles d'avoir perçu cette évolution que les générations les plus jeunes.**

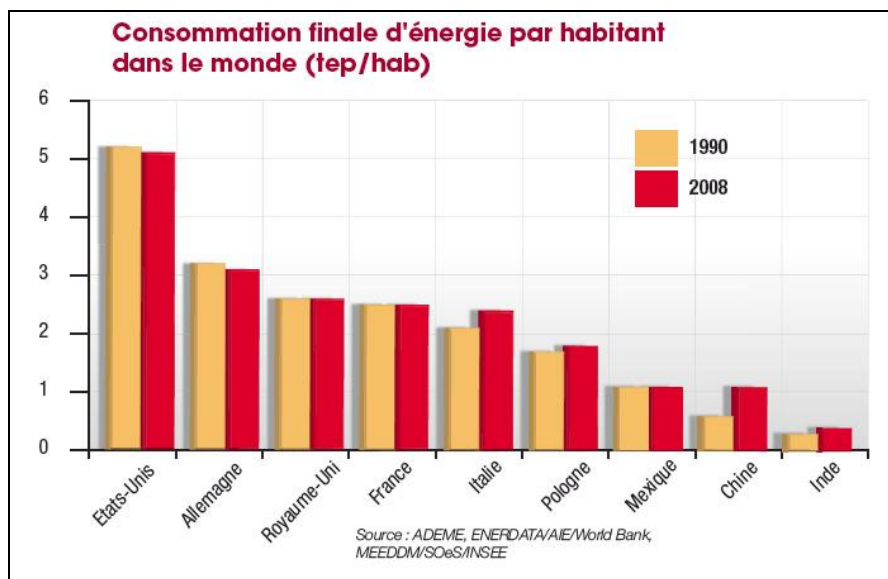
Même constat d'une préoccupation croissante en Chine, à des niveaux toutefois inférieurs : 58% des Chinois ont le sentiment que l'état des ressources est une préoccupation croissante au niveau mondial, 54% dans leur pays et seulement 42% dans leur région (pour 35% d'avis contraire à cette échelle). Notons qu'on relève relativement peu de différences selon les régions d'habitation. De nouveau, on observe donc que la prise de conscience semble plus importante aux échelons larges, et moindre dès lors que l'échelon se resserre, ce qui traduit sans doute la difficulté d'adresser ce sujet et d'identifier les responsabilités. La pollution des grandes villes chinoises, due principalement aux centrales au charbon, à l'industrie et à la circulation automobile, est pourtant un sujet de préoccupation en Chine, le gouvernement ayant déclaré récemment « la guerre à la pollution ». Relevons également que ce sont les Chinois aux revenus les plus conséquents qui exposent davantage le sentiment d'une préoccupation croissante, davantage que les Chinois aux revenus plus modestes.

Aux Etats-Unis, les habitants ne sont qu'une minorité à avoir le sentiment d'une prise de conscience plus forte de l'état des ressources que ce soit au niveau mondial (44%), national (46%) ou local (35%). Près d'un tiers ont le sentiment d'un *statu-quo* à l'échelle de la planète ou des Etats-Unis, et même près d'un sur deux à l'échelle locale, quand environ un sur cinq, voire un sur quatre, a même le sentiment que cette préoccupation est moins importante qu'il y a quelques années. Et peu de différences apparaissent entre les différentes catégories de population, notamment sous l'angle générationnel. Le débat public sur ce sujet est peut-être moins poussé aux Etats-Unis qu'en Europe sur cette question, alors que le vaste territoire américain est doté d'immenses ressources, ce qui constitue l'une des bases de la puissance américaine. Précisons que durant le premier semestre 2014, les États-Unis sont devenus le premier producteur d'hydrocarbures (pétrole brut, gaz naturel liquéfié et pétroles non conventionnels) devant l'Arabie saoudite et la Russie.

Des constats partagés sur l'insuffisance, l'iniquité de la répartition et l'exploitation intensive des ressources

Plusieurs affirmations concernant l'état des ressources ont été soumises aux interviewés dans les différents pays. La plupart suscitent l'adhésion majoritaire des répondants, confirmant le partage d'un certain nombre de constats à différents endroits de la planète, et notamment les assertions suivantes :

- « **Les ressources sont déjà à l'origine de conflits d'usage entre agriculture, industries, entreprises et populations** » (de 73% en Suède à 95% en France, en passant par 86% aux Etats-Unis et 92% en Chine). Le sentiment lié à cette affirmation dépend sans doute pour partie de l'état des ressources de son pays, de son étendue et de la densité de sa population ;
- « **Les ressources ne sont pas suffisantes pour que tous les pays dans le monde adoptent le mode de vie des pays les plus développés** » (de 68% en Suède à 84% en France et au Royaume-Uni, cette proportion montant même à 87% en Chine pour seulement 74% aux Etats-Unis). Les Chinois apparaissent donc davantage conscients de cette limite que les Américains, alors que ces derniers sont de plus gros consommateurs d'énergie finale par habitant².



² <http://www.pactes-energie.org/ressources-documentaires/lenergie-en-quelques-notions/quelles-energies-et-pourquoi-faire/>

- « **Les enjeux des ressources sont de plus en plus mondialisés** » (de 73% en Suède à 93% en Allemagne et en France, en passant par 84% aux Etats-Unis et 90% en Chine).

L'adhésion à ces trois affirmations confirme le constat d'un nécessaire changement de mode de gestion des ressources. Une majorité des répondants de tous les pays approuve également l'idée que « **les ressources sont soumises à une exploitation trop intensive** » (de 71% en Suède à 95% en Chine en passant par 77% aux Etats-Unis, avec une moyenne européenne de 88%), quand peu estiment que « **les ressources sont équitablement réparties sur la surface de la planète** » (36% des Américains adhérant néanmoins à cette affirmation, tout comme 33% des Chinois pour seulement 14% des Allemands, 13% des Français et 10% des Suédois).

En revanche, **d'autres assertions suscitent des réponses plus contrastées**, notamment concernant la connaissance exacte de l'état des ressources de la planète ou encore le niveau de ressources de son propre pays :

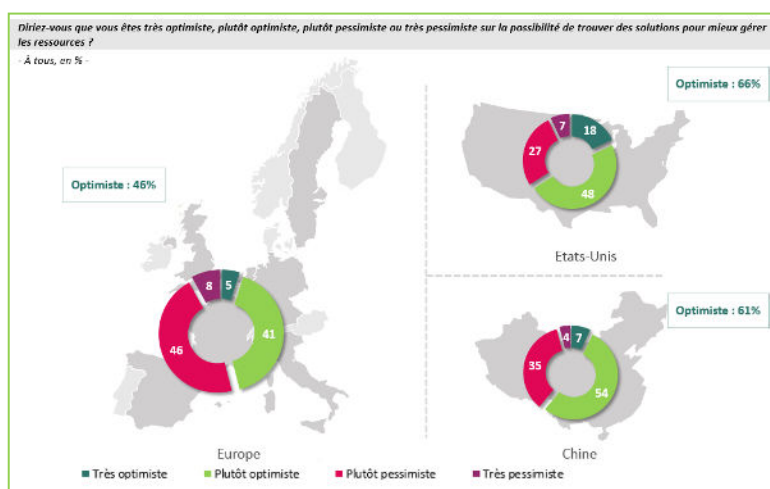
- En Europe, 43% des répondants estiment qu' « **on connaît avec précision l'état des ressources de la planète** ». C'est également le sentiment de 47% des Américains et de 50% des Chinois. Une forme d'incertitude règne donc sur notre capacité à savoir exactement quelles sont les ressources disponibles sur terre. Relevons que sur ce point, les Allemands se distinguent par une plus forte croyance dans la capacité des hommes à bien mesurer l'état des ressources (60% contre 34% en Espagne par exemple).
- Autre affirmation clivante : « **la capacité des hommes à trouver toujours de nouvelles ressources pour répondre à leurs besoins** ». Sur ce point, les Américains (65%) et les Chinois (66%) se montrent un peu plus optimistes que les Européens (53%). Et au sein de ces derniers, les Néerlandais (74%) et les Britanniques (63%) se montrent beaucoup plus convaincus que les Allemands (47%) et surtout les Suédois (37%). Les Latins – Français, Italiens et Espagnols, sont particulièrement divisés sur ce point.
- Enfin, dernier point sur lequel on note des réponses assez dispersées : **le sentiment que « [son] pays dispose des ressources nécessaires à son développement »**. 81% des Américains éprouvent ce sentiment, dont même 31% tout à fait. Au regard des ressources dont dispose le pays et sa capacité à être auto-suffisant (85% d'autosuffisance énergétique en 2013), ces chiffres surprennent peu. **En Chine, ces deux proportions sont de 67% et 16%. Et en Europe, elles chutent à 56% et 12%**. Les Néerlandais (69%) se sentant sur ce point plus favorisés que les Français et les Britanniques (61%), eux-mêmes plus

satisfaits du sort de leur pays sur ce point que les Suédois (48%) ou les Italiens (47%). Or, ce sentiment conditionne forcément le regard porté sur les changements à apporter à la gestion des ressources. Rappelons en effet que les Italiens figurent parmi ceux défendant le plus la nécessité d'un changement en profondeur, contrairement aux Américains.

En fonction des situations propres à chacun des pays, les réponses fournies sur ces questions de constat divergent quelque peu. Globalement, les Européens apparaissent plus sensibilisés que les Chinois et que les Américains. Mais la majorité des habitants de tous les pays interrogés s'accordent à établir la nécessité d'une meilleure gestion des ressources à une temporalité courte.

Un optimisme mesuré sur la possibilité de trouver des solutions pour mieux gérer les ressources, et inversement proportionnel au sentiment d'un besoin de changement

Les plus optimistes aujourd'hui concernant la possibilité de trouver des solutions pour mieux gérer les ressources sont les Américains (66%, dont 18% « très optimistes »), devant les Chinois (61%, dont 7%) et les Européens (46%, dont 5%). Au sein des Européens, les habitants des pays du Nord (60% en Suède, 57% aux Pays-Bas) et les anglo-saxons (54% des Britanniques) se montrent plus optimistes que leurs congénères d'Europe du Sud (47% en Italie et Espagne) ou continentale (40% en Allemagne et 39% en France). On ne constate donc pas de corrélation, bien au contraire, entre le sentiment de prise de conscience et l'optimisme à l'égard de l'avenir. **Ce sont en effet les populations déclarant le plus qu'il faut faire évoluer en profondeur la manière de gérer les ressources qui se montrent le moins optimistes sur la capacité à trouver des solutions en ce sens.** Et les Français apparaissent comme le peuple le plus pessimiste, y compris sur le sujet des ressources, en dépit du Grenelle de l'Environnement et de la récente loi sur la transition énergétique. Enfin, notons qu'on observe assez peu de différence au sein de chacune des zones, que ce soit en termes générationnel ou social, sauf en Europe, où les plus jeunes affichent davantage leur optimisme que leurs aînés (58% des 18-24 ans contre seulement 44% des personnes âgées de 55 ans et plus).



Des propositions testées jugées plutôt efficaces, instaurant une économie moins linéaire et plus circulaire, mais sans solutions « magiques »

Invités à se prononcer sur l'efficacité qu'ils associent à différentes propositions pour mieux gérer les ressources, les répondants plébiscitent plusieurs actions, en premier lieu desquelles le fait de « **systématiser le recyclage et le ré-usage des ressources dans de nombreux domaines : traitement des eaux usées, recyclage du papier et des plastiques, etc.** » (90% en Europe, 92% en Chine et 77% aux Etats-Unis). Sur cette première solution, comme sur les autres, **les Américains apparaissent moins convaincus de son efficacité que les autres nationalités**. Notons que les Britanniques les rejoignent sur ce point (78%), l'Allemagne apparaissant au contraire en pointe (95%, et même 56% « tout à fait efficace »).

Nombreux estiment également dans les différents pays que serait particulièrement efficace le fait de « **développer des produits moins consommateurs de ressources : voitures consommant moins de carburant, équipements électroménagers nécessitant moins d'eau et d'électricité, etc.** » (90% en Europe, 89% en Chine et 75% aux Etats-Unis). C'est donc avant tout une plus grande efficacité énergétique et une économie circulaire qu'appellent de leurs vœux nos répondants, c'est-à-dire une économie promouvant non seulement le recyclage mais aussi une utilisation plus raisonnée des ressources. 87% des Européens jugent d'ailleurs qu'il serait efficace de « **soutenir une telle économie luttant contre l'obsolescence programmée, favorisant le ré-emploi et l'emploi multiple des produits** », tout comme 90% des Chinois et 72% des Américains. De nouveau, à l'échelle européenne, les Britanniques et les Suédois sont un peu moins nombreux à attribuer une efficacité à cette solution, tandis que les Allemands et les Italiens le font davantage.

Pour une très large majorité des répondants, le modèle d'avenir de gestion des ressources repose également en grande partie sur notre capacité d'innovation pour « **développer des ressources alternatives comme les biocarburants, les biogaz, les métaux recyclés...** ». En effet, 89% des Européens estiment que cette solution permettrait efficacement de mieux gérer les ressources, tout comme 92% des Chinois et 76% des Américains.

L'efficacité d'autres solutions avancées est également reconnue par une large majorité de répondants (au moins 2/3 tous pays confondus) : « **développer la coopération pour la gestion des ressources** », qu'il s'agisse de coopérations entre pays, entre villes ou entre le public et le privé (85% en Europe, 86% en Chine, 67% aux USA) ; « **repenser le mode de vie des individus pour qu'il soit moins consommateur de ressources** » (81% en Europe, 86% en Chine et 65% aux USA) ; « **optimiser les techniques de dessalement d'eau de mer pour produire de**

l'eau potable dans les zones de stress hydrique » (respectivement 81%, 84% et 70%) et enfin **« favoriser l'utilisation des nouvelles technologies pour permettre à chacun de mieux maîtriser sa consommation »** (respectivement 78%, 84% et 71%).

La solution qui fait le moins consensus dans les différents pays, bien que ne suscitant guère non plus une opposition massive, réside dans **« la mise en place d'une fiscalité écologique, taxant davantage les produits ayant un impact négatif sur l'environnement et les ressources »**. 67% des Européens jugent qu'elle serait efficace pour mieux gérer les ressources (dont 26% tout à fait efficace), les Européens du sud du continent étant plus convaincus de son efficacité que les Suédois, les Britanniques ou les Français. Aux Etats-Unis, cette solution suscite encore plus le scepticisme : 53% estiment qu'elle serait efficace, contre 47% d'avis contraire. En revanche, notons que plus de 8 Chinois sur 10 révèlent leur croyance dans l'efficacité d'une telle mesure (81%, dont 28% « tout à fait efficace »).

De manière générale, notons que les Chinois sont ceux qui jugent le plus chacune des différentes solutions proposées efficaces, mais qu'ils optent en général pour des réponses plutôt mesurées, les considérant comme potentiellement « plutôt efficaces ». Alors que les Européens sont plus susceptibles de juger les différentes solutions « tout à fait efficaces », particulièrement le développement des produits économes en énergie, le recyclage ou la recherche de ressources alternatives, mais à l'exception notable de la fiscalité écologique. Quant aux Américains, pourtant les plus optimistes sur le fait de pouvoir trouver des solutions pour mieux gérer les ressources, ils affichent un optimisme moins franc, entre un cinquième et un sur deux jugeant même les solutions proposées plutôt pas ou pas du tout efficaces. Ainsi, on n'observe **guère de corrélation entre le fait de se montrer optimiste pour l'avenir de la gestion des ressources et le fait de juger les différentes solutions avancées plus efficaces que la moyenne**, les Anglo-saxons faisant preuve d'un optimisme général qui ne se retrouve pas par la suite dans le test des différentes propositions. En effet, les Britanniques se rapprochent de leurs homologues américains, tandis que les Allemands et les Italiens font figure des Européens les plus convaincus par les différentes propositions avancées. En termes d'âge, relevons que les jeunes américains de 25 à 34 ans jugent plus efficaces que leurs compatriotes des autres tranches d'âge les différentes solutions, alors que les jeunes Chinois sont au contraire plus critiques.

Bien que plus optimistes de manière générale sur la possibilité de trouver des solutions pour mieux gérer les ressources, les habitants des pays Anglo-Saxons et des pays nordiques ne s'avèrent pas les plus convaincus par les différentes solutions testées. Toutefois, ces dernières sont globalement bien accueillies, leur efficacité étant majoritairement reconnues par les habitants de tous les pays, notamment celles favorisant le développement de l'économie circulaire.

Partie 3 : Les acteurs du changement

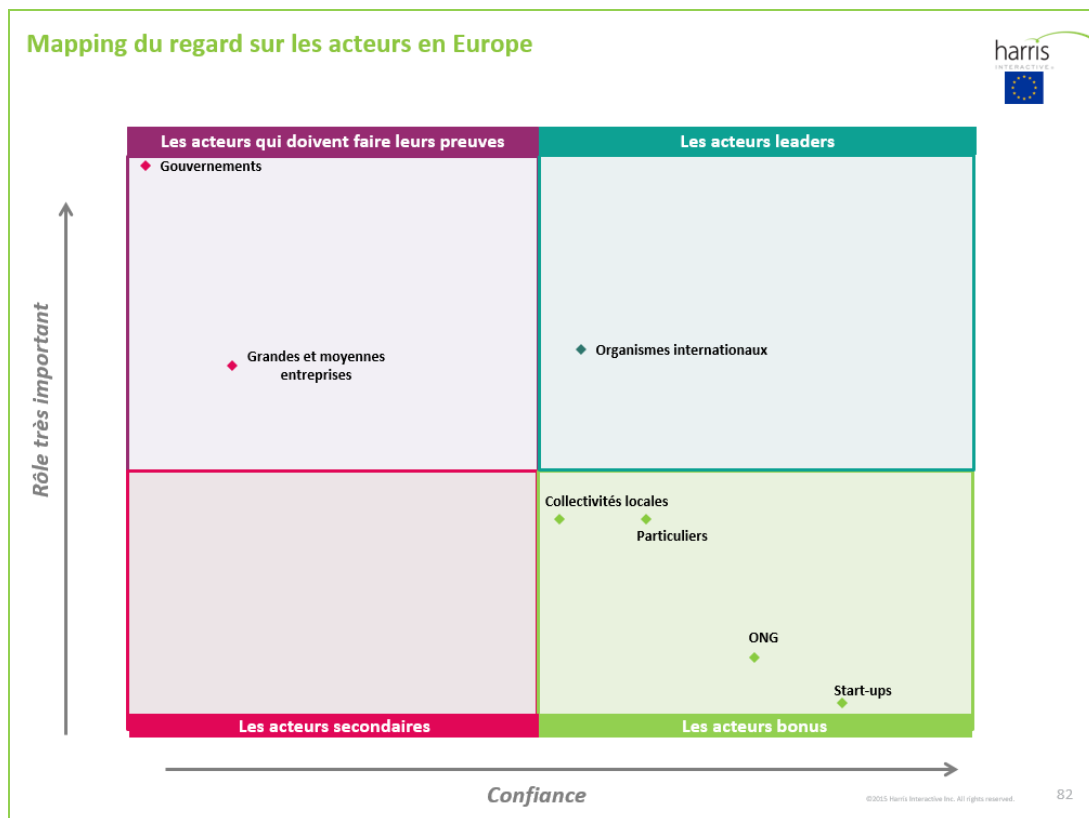
Ceux qui sont perçus comme devant agir ne sont pas nécessairement ceux qui suscitent le plus la confiance, à l'instar des Gouvernements et des grandes entreprises

La bonne gestion des ressources est l'affaire de tous : en effet, tous les acteurs testés – des organismes internationaux aux collectivités locales, en passant par les Gouvernements et les associations - sont perçus comme ayant un rôle important à jouer à ce sujet, et ce dans les différents pays.

En Europe, ce sont les **Gouvernements nationaux** (91%, dont 61% « rôle très important ») **qui sont perçus comme devant le plus œuvrer en faveur de la bonne gestion des ressources, juste devant les grandes et moyennes entreprises** (91%, dont 49%). Mais les autres acteurs sont loin d'être dédouanés pour autant, qu'il s'agisse des organismes internationaux comme l'ONU, l'OMC, la Banque Mondiale (86%, dont 49%), les collectivités locales et villes (86%, dont 39%), les particuliers (82%, dont 39%) ou encore les ONG et associations (77%, dont 30%) et les start-ups (76%, dont 27%). On relève relativement peu de différences selon les pays, même si l'on constate que les Allemands concentrent les capacités d'action dans les Gouvernements et les grandes entreprises, au détriment « relatif » des collectivités locales et des petites entreprises innovantes ainsi que des consommateurs. A l'inverse, les Français et les Italiens insistent beaucoup sur l'importance de ces trois types d'acteurs : particuliers, start-ups et collectivités locales/villes. Dans le détail des résultats, relevons également que les femmes européennes sont plus susceptibles d'affubler un rôle important aux différents acteurs, quand les jeunes européens de 35 à 34 ans mettent particulièrement l'accent sur les organismes internationaux et les associations. Cependant, chez les femmes, cela ne se traduit pas nécessairement par une confiance accrue, tandis que les plus jeunes expriment davantage leur confiance envers les organismes internationaux, les associations et ONG mais aussi les entreprises et gouvernements.

Reste à savoir si la perception d'un rôle important à jouer s'accompagne d'une confiance accordée par les opinions publiques. Or, les deux dimensions ne sont pas forcément liées. Ainsi, **ni les Gouvernements nationaux (32%), ni les grandes et moyennes entreprises (36%), considérés comme ayant un rôle déterminant à jouer, n'obtiennent une confiance majoritaire pour bien gérer les ressources.** A l'inverse, les associations et les start-ups, à qui les Européens ne prêtent pas les plus grandes capacités d'action, suscitent une confiance majoritaire (60% et 64%). Au milieu se situent le niveau supérieur des organismes internationaux et la petite échelle des

individus (respectivement 52% et 55% de confiance). Sur cette question de confiance, on observe de nouveau relativement peu de différence entre les pays européens : relevons néanmoins la confiance majoritaire placée dans les collectivités locales en France (60%) et le poids des associations en Espagne (65%) au détriment dans ce pays des Gouvernements, qui ne recueillent que 23% de confiance, soit 9 points de moins que la moyenne déjà faible relevée à l'échelle des sept pays européens. A quelques spécificités près, le *mapping* ci-dessous réalisé à l'échelle européenne vaut donc pour chacun des pays interrogés :



En Chine, les Gouvernements sont crédités d'un rôle important et même « très important » (95%, dont 66%). Les entreprises, grandes et moyennes (95%, dont 50%) ou petites et innovantes (78%, dont 20%) apparaissent également comme des acteurs de premier plan. Les particuliers, les organismes internationaux, les collectivités locales, les ONG et associations ont également un rôle important à jouer selon plus des ¾ des Chinois. La bonne gestion des ressources apparaît donc également dans ce pays comme une problématique collective. **En matière de confiance, de nouveau et de manière opposée à l'Europe, les Gouvernements apparaissent en première position (85%),** à égalité avec les organismes internationaux, tandis que plus de ¾ des Chinois déclarent faire confiance aux associations et 2/3 aux grandes et moyennes entreprises et aux collectivités locales pour bien

gérer les ressources. Près de 6 sur 10 (59%) indiquent enfin faire confiance aux consommateurs et aux start-ups. Ces deux derniers acteurs occupent donc en Chine la fin du classement, mais avec des niveaux de confiance proches de ceux observés au niveau européen où il s'agit des acteurs inspirant le plus confiance.

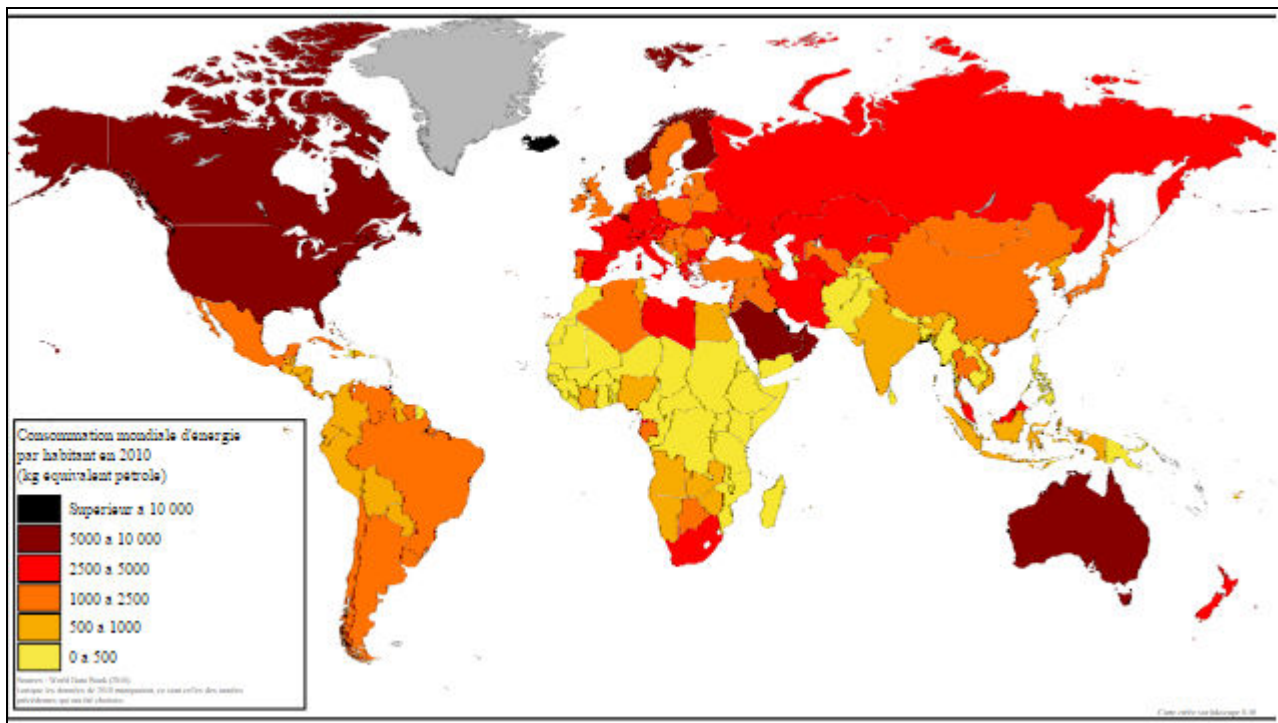
Aux Etats-Unis, ce sont les grandes et moyennes entreprises qui sont perçues par le plus grand nombre d'habitants comme ayant un rôle déterminant à jouer (91%, dont 47%), au même titre que les particuliers (90%, dont 46%), avant même les collectivités locales (89%, dont 40%) et les Gouvernements (86%, dont 49%). Mais de nouveau, aucun acteur n'est en reste, bien que le rôle des ONG et associations (78%, dont 31%) et des start-ups (82%, dont 33%) soit quelque peu minoré par rapport au rôle des autres acteurs testés. Notons que les Américains sont les moins susceptibles d'imputer un rôle important aux organisations internationales, bien que la proportion demeure importante (80% contre 91% en Chine et 86% en Europe). De nouveau, les Américains se distinguent des autres répondants lorsqu'on étudie les niveaux de confiance : **les gouvernements semblent pâtir comme en Europe d'un déficit de confiance (37%), mais qui touche moins les collectivités locales (66%).** Les petites entreprises innovantes (70%) bénéficient d'une confiance plus élevée que les grandes et moyennes entreprises (48%) pour agir en faveur d'une bonne gestion des ressources, soit des chiffres inversement proportionnels à l'importance perçue de leur rôle respectif. Dans le détail, notons que les personnes âgées et les Américains aux faibles revenus font en général moins confiance aux différents acteurs pour œuvrer en faveur de la bonne gestion des ressources.

Une bonne volonté affichée à un niveau personnel, les Européens se déclarant un peu plus impliqués que les Américains et les Chinois

Dans tous les pays, constatons que les citoyens / consommateurs ne sont pas perçus comme les acteurs ayant le rôle le plus crucial à jouer ni comme ceux recueillant la plus grande confiance pour agir, mais qu'ils ne sont pas pour autant exonérés d'agir ou considérés comme impuissants. Ce n'est en tout cas pas l'avis de nos **répondants qui déclarent d'ailleurs en grande majorité porter attention aux ressources qu'ils consomment à travers leur vie quotidienne** (déplacements, alimentation, mode de vie...).

Ainsi, **83% des Européens mentionnent faire attention aux ressources qu'ils consomment dans leur vie quotidienne**, et même 20% « très attention ». **Aux Etats-Unis (71%, dont 22%) et en Chine (70%, dont 13%), 7**

personnes sur 10 déclarent en faire de même. Les citoyens semblent donc considérer qu'ils portent une certaine responsabilité, même si leurs réponses laissent entrevoir que des efforts sont encore possibles. Relevons qu'au sein de l'Europe, les réponses s'échelonnent de 74% à 93%, les différences ne s'établissant pas nécessairement de manière attendue, mais sans doute au regard des niveaux d'exigence de chacune des nationalités. Ainsi, les Italiens (93%) et les Français (87%) considèrent plus faire attention à leur consommation de ressources que les Allemands (80%) ou les Suédois (74%). Précisons à titre d'exemple que les Allemands consommaient en 2011 7083 kwh/ habitant pour 7318 kwh/ habitant en France. Relevons également que les jeunes générations ne mentionnent pas faire plus d'efforts que leurs aînés, et que cela est même plutôt le contraire en Europe et en Chine.



Dans le détail, relevons d'ailleurs que les différentes nationalités déclarent déjà faire ou être prêtes à faire des efforts pour contribuer à la bonne gestion des ressources, les Américains apparaissant légèrement moins volontaires que les autres nationalités. Certes, l'on sait qu'un écart est souvent relevé entre les déclarations d'intention et la réalité des comportements. Mais cette bonne disposition peut passer par :

- **Le fait de trier ses déchets ménagers**, pour favoriser le recyclage, pratique qui semble passée dans les mœurs dans les pays européens : en Allemagne (87% déclarent le faire déjà), en France (86%), en Italie (84%), au Royaume-Uni (79%), en Espagne (76%), aux Pays-Bas (76%) et en Suède (74%). Aux Etats-Unis (58%) et en Chine (42%), cette pratique est moins adoptée aujourd'hui mais la quasi-totalité des répondants se déclarent prêts à le faire.

- **Autre comportement qui semble se généraliser : le fait de limiter ses voyages, ses déplacements.** Dans un monde de mobilité, 81% des Européens indiquent pourtant être prêts à le faire, 50% déclarant même déjà faire des efforts en ce sens. Relativement peu de différences émergent sur ce point entre les pays européens. Dans un pays marqué par les grandes distances, les Américains avancent également être prêts à des efforts sur ce point (77%, dont 47% indiquant le faire déjà). Les Chinois ne sont aujourd'hui que 39% à déclarer le faire mais 50% indiquent être tout à fait ou plutôt prêts à réduire leurs déplacements.

- **Dès lors que les comportements incluent une dimension budgétaire, la propension à les avoir déjà adoptés est plus faible mais on note plutôt de bonnes dispositions que des oppositions de principe.** Ainsi, 89% des Européens se disent prêts à investir dans des outils leur permettant de mieux maîtriser leur consommation de ressources, un tiers déclarant avoir déjà franchi le pas. En Chine, cette proportion de volontaires est de 94% et aux Etats-Unis de 83%. Les objets connectés permettant de suivre et de maîtriser sa consommation d'électricité ou d'eau semblent donc avoir de beaux jours devant eux. **Presque tous les répondants se disent également prêts à acheter en priorité des produits fabriqués avec des matériaux recyclés** (93%, 95% et 86%). 46% déclarent déjà le faire en Europe, pour un peu moins de 4 sur 10 dans les autres territoires. **Dès lors que l'on mentionne que ces produits sont plus chers à l'achat, les proportions diminuent mais restent élevées** : 90% des Chinois, 76% des Européens et 69% des Américains seraient prêts à acheter en priorité ces produits, mêmes plus chers.

- 79% des Européens se disent prêts à accepter **une tarification différentes des ressources pour les usages de confort** (par exemple pour l'eau et l'électricité), ce qui est le cas aussi de 95% des Chinois et 76% des Américains. Alors que chacun est appelé à se responsabiliser en matière de consommation de ressources, l'idée d'une tarification progressive en fonction de l'usage qui découle des ressources (vital, utile, de confort...) ne suscite donc pas, au niveau du principe, d'opposition massive. L'idée séduit néanmoins moins en France qu'en Italie.

- Enfin, près de 2/3 des Européens (64%) se déclarent prêts à **investir personnellement dans des entreprises qui innovent pour la préservation des ressources** mais moins d'un tiers le faisant déjà ou tout à fait prêt à le faire. De nouveau les Chinois apparaissent particulièrement volontaires (85%, 50% le faisant déjà ou surtout se déclarant tout à fait prêts à le faire), davantage que les Américains (69%, 37% le faisant déjà ou surtout se déclarant tout à fait prêts à le faire).

De manière générale, on observe de nouveau que les jeunes n'affichent pas de meilleures intentions que les aînés, voire le contraire. Socialement, le fait d'appartenir aux catégories supérieures et de bénéficier de revenus élevés prédispose un peu plus à se déclarer prêts à certaines actions, notamment celles impliquant un effort budgétaire.

Un des défis du changement attendu en matière de gestion des ressources consistera à coordonner l'action des différents acteurs, tous se voyant attribuer par les populations un rôle important. Mais le déficit de confiance envers les Gouvernements en dehors de la Chine et en grande partie envers les grandes et moyennes entreprises pourrait constituer un frein à ce mouvement. Quant aux particuliers, ils affichent une bonne volonté et déclarent majoritairement faire attention à leur consommation de ressources, mais le contexte économique influe nécessairement sur les investissements qu'ils sont prêts à consentir en ce sens.

*_

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un acteur historique du marché des études et le Groupe est présent dans le monde entier. La structure française, dirigée par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.

Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur www.harrisinteractive.fr, [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#).

Contacts :

Harris Interactive en France :

Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier - 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - jdlevy@harrisinteractive.fr